



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités
Locales et de
l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

DR/AG

ARRETE

n° **001978** du **11 JUIL 2000** portant
**prescriptions complémentaires à la Société WARTSILA France SAS, pour la
réalisation d'un diagnostic initial et d'une évaluation simplifiée des risques
pour son site de MULHOUSE**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et notamment son article 18,
- VU** les arrêtés préfectoraux des 16/04/48 (dépôt de liquides inflammables), 5/04/56 (dépôt de liquides inflammables), 5/01/66 (ultrafiltration), 1/06/77 (dépôt de liquides inflammables), 24/07/78 (application de peinture par pulvérisation), et les récépissés de déclaration des 28/05/54 (bancs d'essai moteur), 25/06/76 (application de peinture au trempé), 13/05/77 (fonderie, travail mécanique des métaux et alliages, emploi de liquides halogénés, traitement de surfaces), 14/06/78 (distribution de liquides inflammables), 15/07/86 (emploi de matériel imprégné de PCB), 20/02/87 (dépôt de liquides inflammables), 2/02/88 (dépôt de liquides inflammables), concernant les activités exploitées au 1 rue de la Fonderie à MULHOUSE,
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 17 avril 2000,
- VU** la déclaration de changement de raison sociale de l'exploitant en WARTSILA France SAS du 4 mai 2000,
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 8 juin 2000,

CONSIDERANT les termes des circulaires des 3 et 18 avril 1996 relatives à la réalisation de diagnostics initiaux et de l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité,

CONSIDERANT que l'activité historique du site de la Société WARTSILA France SAS, au 1 rue de la Fonderie à MULHOUSE, entre dans les catégories fixées par les circulaires susvisées,



Bicentenaire du CORPS PREFECTORAL

CONSIDERANT la nécessité de garantir la préservation de la qualité des eaux souterraines de la nappe phréatique d'Alsace, conformément aux dispositions du SDAGE du Bassin Rhin-Meuse approuvé par le Préfet de Lorraine le 15 novembre 1996,

CONSIDERANT le risque de pollution des eaux souterraines,

CONSIDERANT l'importance des installations exploitées et ayant été exploitées sur le site,

CONSIDERANT l'ancienneté de l'utilisation industrielle du site,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer la réalisation d'un diagnostic initial et de l'évaluation simplifiée des risques sur le site de MULHOUSE de la Société WARTSILA France SAS conformément à la circulaire du 3 avril 1996 du ministère de l'Environnement,

APRES communication du projet de prescriptions à l'exploitant,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1^{er} :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à la Société WARTSILA France SAS dont le siège social est situé 1 rue de la Fonderie – B.P. 1210 - 68054 MULHOUSE Cedex, exploitant d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sur le territoire de la commune de MULHOUSE à l'adresse du siège social.

Article 2 :

Un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques du site sis 1 rue de la Fonderie à Mulhouse seront réalisés selon les modalités définies dans le guide méthodologique du ministère de l'Environnement – BRGM relatif à la gestion des sites (potentiellement) pollués élaboré à cet effet.

Article 3 :

Le diagnostic initial, qui comprend une analyse historique du site (localisation des différentes activités et sources potentielles de pollution, produits utilisés, pratiques de gestion environnementale.....) et le recueil des données et informations environnementales concernant le site et son voisinage, fera l'objet d'un rapport d'étape adressé à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Si ces données sont insuffisantes pour réaliser l'évaluation simplifiée des risques, une campagne d'investigations légères basées sur des analyses de sols et de la qualité des eaux souterraines devra compléter les données de l'étude documentaire. La proposition pour cette campagne d'investigations complémentaires sera intégrée dans le rapport d'étape susvisé et soumise à l'avis de l'Inspection des Installations Classées.

Article 4 :

Les résultats issus du diagnostic initial seront utilisés pour mener l'évaluation simplifiée des risques.

Le rapport d'étude final comprendra la définition des suites éventuelles à envisager qui peuvent comprendre la surveillance à mettre en place, les réhabilitations éventuelles à entreprendre...

Il sera remis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 15 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 :

Les frais induits pour les études et analyses sont à la charge de la Société WARTSILA France SAS.

Article 6 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée.

Article 7

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Mulhouse et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de Mulhouse pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Fait à COLMAR, le 11 JUIL 2000

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.